

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 16/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MECASTING**

1 rue Gustave Eiffel  
ZA St Julien  
37150 Bléré

Références : 2023-0241  
Code AIOT : 0010004477

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement MECASTING implanté 1 rue Gustave Eiffel ZA Saint-Julien 37150 Bléré. L'inspection a été annoncée le 17/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MECASTING
- 1 rue Gustave Eiffel ZA Saint-Julien 37150 Bléré
- Code AIOT : 0010004477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MECASTING-COMECA est une fonderie sous-pressure Aluminium et Zamak (aluminium + zinc). Elle est spécialisée dans le moulage sous-pressure de pièces en aluminium et zamak suivant plan, étude et cahier des charges des clients.

C'est une société artisanale à la base, créée en 1959 à Saint-Pierre-des-Corps, elle a déménagé à Bléré dans les années 1990.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les suites de l'arrêté de la mise en demeure du 28/06/2022
- les suites de la précédente visite
- les rejets atmosphériques
- les rejets aqueux

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	NC7 VI 06072020 Risque pollution	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	NC6 VI 06072020 Risque pollution	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	NC11 VI 06072020 Eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	NC1 VI 06072020 Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.6.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
4	NC2 VI 06072020 Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 3.2.2	/	Sans objet
8	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.2	/	Sans objet
12	Fréquence de surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.1.2	/	Sans objet
14	Déclaration d'autosurveillance GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1er	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	NC5 VI 06072020 Risque pollution	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.5.3	Susceptible de suites	Sans objet
9	Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 3.5.1	/	Sans objet
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.7.1	/	Sans objet
11	Fréquence de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sont repris dans les tableaux ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents joints au dossier de la demande d'autorisation. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en oeuvre de système permettant le confinement des eaux d'extinction d'incendie.
<b>Observations :</b> Constat du 17/03/2021 : Les installations ne sont pas réalisées conformément au dossier de la demande d'autorisation. Les eaux d'extinction d'un volume de 360 m <sup>3</sup> ne sont pas confinées. Ce confinement n'est pas complété par l'isolement des deux réseaux d'eaux pluviales de cour et de toiture avec mise en place de vannes d'obturation (page 124 de l'étude de dangers).  Cette non-conformité fait l'objet de l'article 1.II de l'arrêté de mise en demeure du 28/06/2022, délai de 6 mois.  Constat du 14/02/2022 : L'exploitant n'a pas mis en oeuvre de système permettant le confinement des eaux d'extinction sur son site. Néanmoins l'exploitant indique que du fait de son activité de fusion de métal, en cas d'incendie sur son process de production, aucun volume d'eau ne sera utilisé pour éteindre celui-ci. Il indique également que bien qu'un volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie ait été défini dans son étude de dangers, celle-ci mentionne également que l'eau est proscrite au sein de l'atelier.  Aussi l'exploitant sollicite une réunion technique sur ce sujet avec la DREAL et le SDIS37 pour échanger sur l'usage de l'eau en cas d'incendie, au regard notamment de différents scénarios d'incendie. En effet, toute utilisation d'eau ne peut être exclue à ce stade, selon les scénarios.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 28/12/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Aucun système ne permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.
<b>Observations :</b> Constat du 17/03/2023 : Aucun système ne permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.  Cette non-conformité fait l'objet de l'article 1.I de l'arrêté de mise en demeure du 28/06/2022, délai de 6 mois.  Constat du 14/02/2023 : L'exploitant n'a pas mis en œuvre de système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.  Toutefois l'exploitant a indiqué que pour lui cette prescription était en lien avec le point de contrôle n°1, concernant le confinement des eaux d'extinction d'incendie. Il lui a été précisé que le dispositif permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement permet effectivement d'isoler les réseaux en cas d'incendie mais aussi en cas de déversement accidentel de produits ou effluents liquides. L'exploitant a indiqué qu'il est en cours de demande de devis auprès des entreprises pour l'installation d'un tel dispositif.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant produira, sous un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique ayant pour objectif d'examiner les différentes techniques visant à supprimer ou, si cela ne s'avère pas possible, à réduire les émissions de zinc et des composés de zinc dans les eaux résiduaires et de proposer des solutions de réduction ou de suppression de ces substances, argumentées techniquement et économiquement au regard des solutions réalistes retenues. Un délai supplémentaire n'excédant pas 6 mois est accordé à l'exploitant pour la réalisation des travaux résultant de l'étude technico-économique.
<b>Constats :</b> Le porter à connaissance transmis par l'exploitant demandant la suppression de l'article 4.6.3.1 de l'arrêté du 27/11/2013 est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.
<b>Observations :</b> Constat du 17/03/2022 : L'exploitant n'a pas produit une étude technico-économique ayant pour objectif d'examiner les différentes techniques visant à supprimer ou, si cela ne s'avère pas possible, à réduire les émissions de zinc et des composés de zinc dans les eaux résiduaires et de proposer des solutions de réduction ou de suppression de ces substances, argumentées techniquement et économiquement au regard des solutions réalistes retenues.  Constat du 14/02/2023 : L'exploitant a répondu que l'activité zinc réalisée à travers l'équipement de trobofinition et qui présente un rejet d'eaux industrielles chargées en zinc est en forte chute depuis plusieurs années et tenterait même à disparaître. Ainsi, l'activité entraînant une éventuelle présence de zinc dans les rejets aqueux n'est plus représentative de la situation identifiée lors du dépôt du dossier de demande d'autorisation. En effet, sur l'année 2012, les rejets de zinc étaient compris entre 15.40 et 16.18 mg/L entraînant la demande de réalisation de l'étude technico-économique. Depuis 4 ans, les rejets de Zinc sont compris entre 0.2 et 0.46 mg/l, soit en dessous de la VLE figurant dans l'AP, à savoir 2 mg/L. Aussi du fait du respect des VLE depuis 4 ans et du fait de la forte diminution de l'activité Zamak, l'exploitant demande la suppression de l'article 4.6.3.1 de son arrêté préfectoral. Il a déposé en ce sens un porter à connaissance auprès de la préfecture d'Indre-et-Loire. Celui-ci est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle périodique des installations électriques met en évidence des non-conformités qui restent à lever.
<b>Observations :</b> Constat du 17/03/2022 : La vérification des installations électriques a été réalisée le 20/12/2021 par Dekra. Cependant ce contrôle relève de nombreuses non-conformités qui n'ont pas été levées. Il en est de même pour le précédent contrôle réalisé le 25/11/2020 par Dekra, pour lequel il reste encore des non-conformités non levées.  Constat du 14/02/2023 : Le contrôle des installations électriques a été réalisé par DEKRA le 19/01/2023. Le rapport Q18 mentionne que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Le rapport mentionne toutefois 13 non-conformités. L'exploitant a mis en oeuvre un plan d'actions pour lever ces non-conformités qui a été présenté à l'inspection, 4 non-conformités ont déjà été levées, il en reste 9.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : NC5 VI 06072020 Risque pollution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 17/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité des réservoirs associés.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Constat du 17/03/2022 : Des stockages de produits ont été constatés sans rétention. Les déchets liquides sont stockés sur rétention dans la zone de stockage des déchets. Les GRV d'huile sont stockés sur rétention. Il a été constaté la présence d'un fût rempli de produit dangereux non identifié sur le côté du bâtiment.  Constat du 14/02/2023 : Lors de la visite du site il n'a pas été vu de stockage de produits liquides sans rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : NC11 VI 06072020 Eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Les installations soumises à autorisation répondant aux caractéristiques précisées dans le tableau ci-après : [ ...] 2552 Fonderie de métaux et alliages non ferreux 2 t/j doivent respecter les dispositions suivantes, à moins que le préfet, sur la proposition de l'inspection des installations classées basée sur une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, donne acte de l'absence de nécessité d'une telle surveillance : 1° Deux puits, au moins, sont implantés en aval du site de l'installation ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique ; 2° Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude citée au point 1 ci-dessus ; 3° L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises en envisagées. b) Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en oeuvre une surveillance des eaux souterraines.
<b>Observations :</b> Constat du 17/03/2022 : L'exploitant n'a pas mis en œuvre une surveillance des eaux souterraines et aucune étude hydrogéologique n'a été réalisée.  Constat du 14/02/2023 : Une étude historique et documentaire, et étude de vulnérabilité des milieux a été réalisée par la société Envisol, dont le rapport (Réf.: A2205-547_R_SL_1a Date: 01.08.2022) a été transmis à l'inspection. Cette étude conclut qu'au regard de la nature géologique des sols de surface (sables alluvionnaires : milieu très perméable facilitant l'infiltration de substances dans le sol), du caractère libre de la nappe alluviale et de la présence potentielle d'un usage sensible en limite aval de MECASTING (puits à moins de 100 m au nord à usage d'eau domestique ou d'irrigation d'une serre horticole), les eaux souterraines sont considérées comme vulnérables à une potentielle pollution survenant au droit du site. De plus, plusieurs zones potentiellement de pollution ont été mises en évidence. Ainsi, l'étude recommande de caractériser le milieu sol afin de vérifier l'absence d'impact des activités de MECASTING sur ce milieu. Il est proposé la réalisation de 8 sondages de sol jusqu'à 2 à 3 m de profondeur avec la réalisation d'un programme analytique adapté aux familles de substances utilisées sur site. En fonction des résultats sur les sols (impact identifié jusqu'au toit de la nappe ? présence significative de composés volatils ? ...), des investigations supplémentaires pourront s'avérer nécessaire.  L'exploitant n'a pas mis en oeuvre les recommandations issues de l'étude réalisée par Envisol. Il a indiqué être en cours de recherche d'un prestataire pour réaliser ces investigations

complémentaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des concentration dans les rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1) Poussières Les effluents gazeux ne doivent pas contenir plus de 100 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies à l'article 9.2.2. du présent arrêté.</p> <p>[...]</p> <p>2) Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) Les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes : - zinc : 5 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>3) Oxydes d'azote Les effluents gazeux ne doivent pas contenir plus de 500 mg/Nm<sup>3</sup> d'oxydes d'azote, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies à l'article 9.2.2. du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> Le contrôle des rejets atmosphériques n'est pas réalisé sur les 2 fours de fusion aluminium.
<p><b>Observations :</b> Les résultats des rejets atmosphériques au niveau des fours de fusion sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport APAVE pour une intervention le 27/09/2021 : respect des VLE - mesures réalisées uniquement au niveau du four de fusion de Zamak</li> <li>- rapport Apave du 10/02/2023, suite à une intervention du 25/01/2023 : respect des VLE - mesures réalisées uniquement au niveau du four de fusion de Zamak.</li> </ul> <p>Les analyses ne sont pas réalisées sur les 2 fours de fusion aluminium.</p> <p>Le dernier contrôle de mesure des installations de grenaillage réalisé le 27/09/2021 par Apave ne met pas en évidence de dépassement des VLE.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquence de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Une mesure du débit rejeté et de la concentration des poussières, du zinc (la mesure ne concerne que la fusion de zamak) et des oxydes d'azote provenant de l'installation de fonderie des métaux doit être effectuée au moins tous les ans.            [...]            Une mesure de la concentration des poussières provenant des installations de grenaillage des métaux doit être effectuée au moins tous les trois ans.            Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées à l'annexe I.a de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998. [...]</p>
<b>Constats :</b> Les mesures des rejets atmosphériques au niveau des installations de fonderie aluminium ne sont pas réalisées tous les ans.
<p><b>Observations :</b> Le contrôle des installations de grenaillage est réalisé tous les 3 ans.            Le contrôle des rejets atmosphériques au niveau du four de fusion Zamak est réalisé tous les ans.            Le contrôle des rejets atmosphériques au niveau des 2 fours de fusion aluminium n'est pas réalisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Emissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions diffuses et envol de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant indique qu'il ne stocke pas de produits pulvérulents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 4.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet si besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs-limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. Article 4.71.1. Dans tous les cas : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH : 5,5 – 8,5 ;</li><li>- température : &lt; 30° C ;</li><li>- indice phénols (NFT 90-109) : 0,3 mg/l.</li></ul> Article 4.71.2. Dans le cas des rejets dans le réseau d'assainissement collectif : <ul style="list-style-type: none"><li>- matières en suspension : 600 mg/l ;</li><li>- DCO : 2 000 mg/l ;</li><li>- DBO5 : 800 mg/l.</li></ul> Article 4.71.3. Dans le cas des rejets dans le réseau collectif des eaux pluviales : <ul style="list-style-type: none"><li>- matières en suspension : 100 mg/l ;</li><li>- DCO : 300 mg/l ;</li><li>- DBO5 : 100 mg/l.</li></ul> Article 4.71.4. Polluants spécifiques : <ul style="list-style-type: none"><li>- fer, aluminium et composés(en Fe+Al) : 5 mg/l ;</li><li>- zinc et composés (en Zn) : 2 mg/l ;</li><li>- métaux totaux (NFT 90-112) : 15 mg/l ;</li><li>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Les rapport d'analyse des eaux résiduaires, pour des prélèvements réalisés le 27/10/2022 et le 30/09/2021 ne mettent pas en évidence d'écart par rapport aux VLE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Fréquence de surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquence de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 4.6.1.1., 4.6.1.2., 4.6.1.4. du présent arrêté doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées à l'annexe I.a de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constaté
<b>Observations :</b> Les analyses des concentrations des rejets d'eaux industrielles sont bien réalisées tous les ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Fréquence de surveillance des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2013, article 9.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets au réseau communal des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 4.6.1.1. et 4.6.1.3. du présent arrêté doit être effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées à l'annexe I.a de l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmettra le dernier rapport de mesure des concentrations des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées et non susceptibles d'être polluées.
<b>Observations :</b> L'exploitant indique que les analyses des rejets des eaux pluviales ont été réalisées le 9/10/2020 par Eurofins, cependant il n'a pas été en mesure de présenter les rapports correspondants.  L'exploitant transmettra le dernier rapport de mesure des concentrations des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées et non susceptibles d'être polluées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 14 : Déclaration d'autosurveillance GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration d'autosurveillance GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.  La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> Les résultats de la surveillance des eaux industrielles et des eaux pluviales ne sont pas transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.
<b>Observations :</b> Les résultats de la surveillance des eaux industrielles et des eaux pluviales ne sont pas transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet